

L'économie, talon d'Achille du président Sissi

Alors que la présidentielle égyptienne approche, les réformes ont fait exploser les prix, affectant la population

LE CAIRE - envoyée spéciale

Le candidat Abdel Fattah Al-Sissi n'avait peut-être pas pris toute la mesure de la crise économique lorsqu'il avait promis, lors de la campagne présidentielle de 2014, de remettre l'Égypte sur la voie de la stabilité et de la prospérité en deux ans. Héritant d'un Etat en quasi faillite après trois ans de soubresauts révolutionnaires et des décennies d'attentisme, le président élu a dû se résoudre à lancer un vaste chantier de réformes en novembre 2016, qui a mis fin au modèle d'Etat-providence hérité de la période nassérienne et devenu intenable.

Un an après la mise en œuvre des réformes, le président Sissi sait sa popularité au plus bas parmi la population, qui subit de plein fouet les coupes aux subventions étatiques et une inflation de plus de 30 %. A quelques semaines de la présidentielle, du 26 au 28 mars, ce désarroi populaire pourrait – en l'absence d'une opposition solide, décimée par la répression – être le principal obstacle à une réélection en forme de plébiscite.

Les acteurs internationaux et les milieux d'affaires sont, eux, unanimes pour saluer « le courage » du gouvernement dans la mise en œuvre de « réformes douloureuses mais indispensables ». « L'Égypte était, il y a un an, comme un malade en phase terminale. Elle entre dans la phase de rémission, qui sera très longue. Mais, l'Égypte d'avant et d'après Sissi ne sera pas la même. C'est une véritable révolution qui est en cours », résume un diplomate occidental.

Le diagnostic était posé depuis longtemps. La période de turbulences initiée avec la révolution du 25 janvier 2011 a précipité la crise.

Le désarroi populaire pourrait être le principal obstacle à une réélection en forme de plébiscite

« L'armée a même dû prêter de l'argent à l'Etat en 2011-2012 », assure un diplomate. Les quatre rentes sur lesquelles vivait l'Égypte – le tourisme, le canal de Suez, les transferts d'argent des émigrés dans le Golfe et les exportations d'hydrocarbures – se sont effondrées. Devenu importateur en hydrocarbures, le pays a épuisé ses réserves en devises : de 36 milliards de dollars (30 milliards d'euros) avant 2011, elles ont chuté à 16 milliards mi-2016. Le déficit public a atteint 13 % du PIB avec des dépenses souvent improductives : un cinquième du budget destiné aux subventions à l'énergie et aux biens de première nécessité ; un quart pour les salaires des sept millions de fonctionnaires.

Le président Sissi s'est entouré d'une équipe de technocrates, comme le gouverneur de la Banque centrale égyptienne, Tarek Amer, ou le ministre des finances, Amr El-Garhy, venant du privé. « Il y a, au gouvernement, des hommes qui savent ce qu'il faut faire mais, tant que la situation n'a pas été critiquée, ils n'ont pas pris les mesures », confirme un observateur étranger. Dès mai 2014, quelques réformes timides ont été introduites pour réduire les subventions. Le président Sissi a misé sur des mégaprojets (le doublement du canal de Suez, la nouvelle capitale administrative) pour créer de l'emploi et relancer l'économie, laissant les experts perplexes. Les pays du Golfe, qui ont renfloué les caisses de l'Etat à hauteur de 20 milliards de dollars, ont refusé de continuer à signer un chèque en blanc à un pays vivant au-dessus de ses moyens.

Le crash de l'avion russe Metrojet, dans un attentat revendiqué par l'organisation Etat islamique en octobre 2015, a porté le coup fatal à l'économie en chassant les touristes. En quelques mois, le pays s'est arrêté. Sans devises étrangères, plus d'importations, et sans intrants, plus de production.

Tenir bon « six mois »

En juillet 2016, un accord a été trouvé avec le Fonds monétaire international (FMI) pour un prêt de 12 milliards de dollars sur trois ans, prévoyant des réformes monétaires et structurelles. Des mesures

préliminaires – nouvelles coupes dans les subventions, introduction d'une TVA et encadrement des salaires de la fonction publique – ont eu raison des dernières réticences des bailleurs de fonds internationaux. Le prêt a été débloqué après le feu vert donné, le 3 novembre 2016, au flottement du taux de change de la livre face au dollar, une réforme phare du plan du FMI qui a suscité des hésitations chez les dirigeants égyptiens.

Le taux de change s'est aligné sur celui du marché noir : 18 livres égyptiennes (LE) pour 1 dollar contre 8,8 auparavant. Conjuguée aux coupes aux subventions et à la TVA, l'inflation a explosé. Les mesures de protection sociale prévues sont encore trop embryonnaires pour aider les populations vulnérables et la classe moyenne à absorber le choc. La colère gronde mais le gouvernement maintient

le cap tandis que le président Sissi demande à la population de tenir bon « six mois ». Les seules concessions faites à l'approche de la présidentielle ont été le report de nouvelles suppressions de subventions et l'abandon de la réforme de la fonction publique.

Un an après la dévaluation, alors que l'inflation caracolait à plus de 30 % au deuxième trimestre 2017, les autorités se targuent de n'avoir pas été confrontées à un conflit social majeur. En janvier 1977, le président Anouar El-Sadate avait dû revenir sur sa décision d'augmenter de 10 % les denrées de base après de violentes émeutes. « Les gens ont conscience que c'était nécessaire et surtout, ils ne veulent pas le retour des Frères musulmans au pouvoir. Sans eux, le président Sissi aurait eu des problèmes car la population ne tient pas le choc », analyse Tewfik Aclimandos, chercheur associé au Collège de France.

Le premier rapport annuel du FMI, publié en septembre 2017, acte le retour de la confiance dans l'économie égyptienne. En décembre, une nouvelle tranche de prêt a été débloquée, désormais pour moitié déboursée.

Les observateurs sont unanimes : tous les indices macroéconomiques sont bons. Les réserves en devises étrangères sont revenues à 38 milliards de dollars ; le déficit

budgétaire a baissé à 9 % du PIB ; et l'inflation, en décélération, pourrait retrouver fin 2018 son niveau d'avant-crise, entre 11 % et 13,5 %, selon les experts. Certains économistes, sceptiques sur les « recettes FMI » à l'instar de Wael Gamal de l'université américaine du Caire, critiquent « le piège de la dette » : la dette extérieure s'est creusée pour atteindre, en juin 2017, 79 milliards de dollars, soit près de 20,8 % du PIB.

La situation reste, malgré tout, fragile dans l'attente de réformes structurelles pour diversifier l'économie et créer une croissance inclusive, deuxième volet du plan FMI. La faiblesse de la livre soutient l'objectif du gouvernement de réduire les importations pour développer la production et les exportations. « Jusqu'au début de 2016, l'Égypte exportait pour 18 milliards de dollars, tous produits confondus, et importait pour 110 milliards de dollars. Les exportations de produits égyptiens ont grimpé à 27-28 milliards », note Hassan Behnam, directeur de la chambre de commerce et d'industrie française en Égypte. Le pays prévoit de redevenir exportateur d'hydrocarbures avec l'exploitation, depuis décembre, du champ de gaz Zohr en mer Méditerranée.

L'armée, sujet tabou

Misant sur son marché local (95 millions d'habitants) et sa situation de porte d'entrée du Moyen-Orient et de l'Afrique, l'Égypte table sur le retour des investisseurs étrangers dès 2018. Ces derniers demandent une plus grande libéralisation de l'économie. Le marché est jugé encore trop oligopolistique, des obstacles juridiques et douaniers subsistent, et la bureaucratie, minée par la corruption, bloque la mise en œuvre des réformes. Des secteurs clés comme l'électricité et le gaz doivent être privatisés. « Il faut un

L'Égypte table sur le retour des investisseurs étrangers dès 2018

changement de paradigme, sortir de cette mentalité soviétique où l'armée et l'Etat font tout et où l'on mise sur des mégaprojets plutôt que des investissements en infrastructures. Après, les dirigeants sont obligés de faire la quête pour financer de vrais projets et ont tendance à penser que tout leur est dû», estime un diplomate étranger.

Sujet tabou et véritable boîte noire, l'armée, dont le budget est tenu secret, est devenue le maître

d'œuvre de projets titanesques, en plus d'investissements dans de nouveaux secteurs : télécommunications, pharmaceutiques, ciment. Les entreprises privées se plaignent de distorsions de concurrence face à un acteur tout-puissant politiquement. *«L'armée est la seule institution disciplinée dans une société indisciplinée. Elle impose aux sous-traitants d'être dans les délais et sans corruption»,* justifie un responsable égyptien.

Les autres volets sur lesquels doivent se concentrer les efforts du gouvernement dès 2018 sont le renforcement de la protection sociale et la création d'emploi.

Dans ce pays très inégalitaire, où le taux de chômage atteint officiellement 11,9 % – en fait plus – et où 2 millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail, il faut une croissance de 7 % – contre 5 % actuellement – pour créer de l'emploi. Trop peu d'efforts et de

moyens sont consacrés à l'éducation et à la santé, pourtant décisifs face au défi qui se pose à l'Egypte et à ses voisins méditerranéens : la « bombe démographique » que représente ce pays de 95 millions d'habitants avec un taux de natalité de 2 % et une superficie utile de seulement 5 % à 6 % du territoire, c'est-à-dire la taille d'une grande région française. ■

HÉLÈNE SALLON